Gisement martiniquais

✓ Plan départemental des déchets

Par **David ZOBDA**, 1^{er} Vice-Président du Conseil Général

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)

Situation actuelle et perspectives

PRÉFECTURE MARTINIQUE

A D E M E

Agence de l'environnement et de
la Maîtrise de l'énergie
Martinique

P. D. E. D. M. A.

PLAN DÉPARTEMENTAL
D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS
MÉNAGERS ET ASSIMILÉS
DE LA MARTINIQUE

Septembre 2004

Cadre juridique PDEDMA

- ❑ **PDEDMA** approuvé par arrêté préfectoral en **Mars 1997**
- ❑ **Loi n° 2004-809 du 13 août 2004** - Libertés et responsabilités locales
- ❑ Plan révisé (*AP n° 055285 du 26 juillet 2005*)
- ❑ **CP 13 octobre 2005** - Le Conseil Général prend acte du transfert de compétence et met en place la Commission consultative pour suivre la réalisation opérationnelle du Plan
- ❑ **Lois Grenelle des 3 août 2009 et 12 juillet 2010.**

Objectifs du PDEDMA

Outil de planification **de la gestion des déchets**, opposable aux tiers, le Plan fixe les objectifs et les moyens d'une gestion durable et respectueuse de l'environnement **pour les 10 ans** à venir.

Ce Plan a pour objet de coordonner l'ensemble des actions à mener tant par les pouvoirs publics que par des organismes privés **en vue d'assurer notamment l'élimination des déchets ménagers ainsi que tous les déchets pouvant être traités dans les mêmes installations.**

RAPPEL DES OBJECTIFS DU PDEDMA

- Réduire la production et la nocivité des déchets grâce à des actions de prévention
- Diminuer le tonnage des déchets à traiter par le développement des collectes sélectives
- Consolider la capacité des unités de traitement
- Maîtriser l'impact sur l'environnement
- Mettre en application le schéma des boues et matières de vidange
- Optimiser le fonctionnement des unités de valorisation
- Informer et communiquer

DÉCHETS À LA CHARGE DES COLLECTIVITÉS			DÉCHETS À LA CHARGE DES PRODUCTEURS	
DÉCHETS DE LA COLLECTIVITÉ	DÉCHETS MÉNAGERS			DÉCHETS ASSIMILÉS
<ul style="list-style-type: none"> • Déchets des espaces verts publics, • Foires et marchés, • Nettoyement et voirie, • Boues d'épuration urbaine, • Boues de curage, graisses, • Boues de potabilisation. 	Déchets occasionnels des ménages	Ordures ménagères (sens habituel)		Déchets des entreprises et des administrations non collectés par le service public
	<ul style="list-style-type: none"> - Encombrants, - Déchets verts du jardin, - Bricolage, - Assainissement individuel, - Déchets liés à l'usage de l'automobile, - Huiles usagées. 	Ordures ménagères au sens strict		DIB collectés par le service public
		<ul style="list-style-type: none"> - Emballages ménagers, - Journaux magazines, - Déchets dangereux des ménages (DDM) - Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères (FFOM) 	<ul style="list-style-type: none"> - Fraction collectée sélectivement 	<ul style="list-style-type: none"> - Fraction résiduelle collectée en mélange - Reste du bac OM

Le Service public de la gestion des déchets ménagers exercice des compétences

EPCI Création	Communes		Habitants Nombre %
CACEM 2000	4	Fort de France, Lamentin, St Joseph, Schoelcher	176 000 43 %
CCNM 1995	18	Robert, Gros Morne, Fond St Denis, Trinité, St Marie, Marigot, Lorrain, Basse Pointe, Macouba, Grand Rivière, Ajoupa Bouillon, Prêcheur, Morne Rouge, Morne Vert, Saint Pierre, Carbet, Bellefontaine, Case Pilote	111 931 27 %
CAESM 2004 (CESM 2000)	12	François, Vauclin, Date Anne, Marin, Rivière Pilote, Ste Luce, Rivière Salée, Dt esprit, Diamant, Anses d'Arlets, Trois Ilets, Ducos	122 255 30 %

EPCI	Compétences statutaires	Compétences effectives
CACEM	Collecte et traitement	Collecte et traitement (UIOM, CET)
CCNM	Collecte et traitement	Collecte et traitement (CET) Avec délégation du traitement par méthanisation et compostage des biodéchets au SMITOM
CAESM	Collecte et traitement	Collecte et traitement (CET) Avec délégation du traitement par méthanisation et compostage des biodéchets au SMITOM
SMITOM	Traitement	Traitement (Méthanisation, compostage)

Les principaux acteurs

- ❑ **Le Département** : une mission de coordination et de mise en cohérence des actions, d'accompagnement des politiques locales de gestion des déchets (PDMD), de suivi des modes et coûts de gestion (Observatoire Déchets Martinique), de prévention déchets.
- ❑ **L'ADEME** : assure l'accompagnement technique et financier des collectivités en charge de la question des déchets
- ❑ Les **Communautés d'agglomération et de communes** sont responsables de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés dans le cadre réglementaire du Plan
- ❑ **La Population**: principal acteur, son adhésion reste l'une des conditions fondamentales à la réussite de ce Plan

Données déchets 2004-2010

Exutoires	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Déchets enfouis en Martinique	229 479	231 014	185 553	205 621	170 758	163 139	177039
CET Trompeuse	110 800	94 000	86 332	113 197	94 500	81 620	94 000
CET Céron		81 497	57 616	58 099	55 861	61 232	56566
CET Poteau	33 312	39 395	27 445	21 912	20 397	20 287	26473
Déchet incinérés UIOM (depuis mars 2002)	115 744	110 865	116 077	113 114	111 388	113 401	103224
Déchets valorisés organiquement au CVO (depuis novembre 2005)		470	8 052	8 818	8 228	10 060	13 436
Déchets valorisés matière au centre de tri	3 295	3 293	3 343	3 799	4 154	4 558	6 188
Total	348 518	345 642	313 025	331 352	294 528	291 158	299 887

taux de recyclage matière	0,95	0,95	1,07	1,15	1,41	1,57	2,06
taux de recyclage organique		0,14	2,57	2,66	2,79	3,46	4,48
taux de recyclage matière + organique	0,95	1,09	3,64	3,81	4,20	5,02	6,54

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de déchèteries	2	3	4	4	5	5	6
Déchèterie de la CCNM Le Robert	1929	1625	2769	3527	2488	2151	2539
Déchèterie de la CAESM François -Marin - Vauclin			623	1220	1655	1285	1695
Déchèterie de la CACEM Schoelcher - Fort de France			838	1304	2227	3199	5263
Quantité déchets collectés en déchèterie	1929	1625	4230	6051	6370	6635	9467

PDEDMA - Prévisions 2015 (équipements)

RENFORCER LE NOMBRE DE NOS ÉQUIPEMENTS

Déchèteries
Existantes (4) / Projetées (17)

Centres de Transfert
Existants (2) / Projetés (4)

ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DE NOS ÉQUIPEMENTS

1 Usine d'Incineration des Ordures Ménagères (UIOM ou CVE)
Ouverture de la 3^{ème} ligne de four

1 Centre de Valorisation Organique (CVO)
Capacité optimale

1 Centre de tri existant modernisé
Doublement de la capacité

CRÉER DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS

1 Centre de Stockage des Déchets Ultimes (CSDU)
Site pressenti

4 Plateformes de compostage de déchets verts

SITES À FERMER ET À RÉHABILITER

Centres de Stockage (Décharges)

Prévention

- ❑ **Disposition existante dans le PDEDMA** (*objectifs non chiffrés*)
- ❑ **Diverses actions menées par la CACEM** – promotion compostage domestique 2000-2007, nouvelle campagne lancée en 2011
- ❑ **Mission prévention déchets développée par le Conseil général depuis 2007** (*création d'un poste de chargé de mission*) - **Actions phares** : *opérations foyers tests, ateliers de gestion responsable, guide du compostage domestique...*
- ❑ **Objectifs du Grenelle :**
 - Réduire de **7 %** la production **d'OM/hab/an sur 5 ans**
 - Élaborer des plans et programmes de prévention au plus tard le **1^{er} janvier 2012**
- ❑ **1 plan (Conseil général) et 3 programmes locaux de prévention** (*CACEM, CCNM, CAESM*) lancés en 2011.

Collecte et tri (1/2)

- **Collecte** (*Ordures ménagères résiduelles, déchets verts, encombrants*)
- **Ordures ménagères résiduelles** : réalisée en porte-à-porte et couvre la totalité de la population avec des fréquences généralement de C3 à C6
- Trois plateformes de transfert en service : **François, Robert et Marin.**
- **Encombrants et déchets verts** :
 - Réalisée en porte-à-porte régulièrement ou sur appel
 - Apport en déchèterie.

Collecte et tri (2/2)

Collecte sélective (*emballages et biodéchets*)

- **Collecte sélective emballages et journaux magazines en porte-à-porte :** généralisée sur le territoire de la CACEM, en cours de généralisation sur celui de la CCNM (fin de l'opération décembre 2012), en cours de mise en place sur la CAESM. Fin 2012, plus de 70 % de la population devrait être couverte par une collecte d'emballage en porte-à-porte.
- **Collecte des emballages en apport volontaire couvre 100 % du territoire.** Passage en bi-flux de l'ensemble des PAP (CACEM – CCNM).
- **Collecte sélective des biodéchets mise en place sur 100 % du territoire CAESM et sur 3 communes CCNM (3,2 KT).**

Déchèterie

7 déchèteries en activité + 2 mobiles (2 pour la CCNM, 2 pour la CACEM, 3 + 2 mobiles pour la CAESM).

- **726 kg/hab/an**
- **Tri kg/hab/an : 14,00**
- **Moyenne France (46 kg/hab/an hors verre).**

Valorisation

Taux de valorisation matière et organique 2010 : 6,54 %

Objectifs du Grenelle en terme de valorisation organique et recyclage :
35 % en 2012 (soit environ 103 000 t de déchets), 45 % en 2015.

Recyclage

Modernisation en 2008 du Centre de tri exploité par Martinique Recyclage à Ducos (*capacité 15 000 t*)

Objectifs : répondre à l'évolution de la collecte sélective et à l'augmentation des volumes à traiter.

Valorisation organique

Unité de compostage - méthanisation (CVO) en service depuis 2005

Capacité : 40 000 t/an (20 000 t/an compostage - 20 000 t/an méthanisation)

Optimisation en cours : remise à niveau de l'outil + élargissement de l'offre d'accueil (DIC - Boues de STEP) → Montée en charge progressive du CVO.

- Unité de compostage des boues de STEP (SME)
- Unité de valorisation de la biomasse et séchage des boues de STEP (CACEM).

Traitement

Objectifs du Grenelle : diminution de 15% pour fin 2012 des quantités de déchets partant en incinération ou en stockage.

- Unité d'incinération des Ordures Ménagères (UIOM) en fonctionnement à **Fort-de-France** depuis **2002**.

UIOM	Capacité	Tonnage 2010
F de F	112 000	103 224

Centres de stockage des déchets (CSD) en activité

CSD	Capacité	Tonnage 2010
Trompeuse (Fort de France)	80.000	94 000
Céron (Sainte-Luce)	70.000	56 566
Poteau (Basse Pointe) Fermé en janvier 2012	30.000	26 437

Coûts du service public de gestion des déchets en 2010

Exemple de la CCNM

	2010	2009
Investissement	12 945 611,18 €	
Fonctionnement	3 179 497,23 €	
Total des dépenses	16 125 108,41 €	17 274 515,00 €
Tonnages collectés et traités	51 083	45 803
Prix/tonne du service d'élimination des déchets (€/t)	316	377
Prix/habitant du service d'élimination des déchets (€/hab.) (111 931 habitants)	314	154

Exemple de la CAESM

Coût moyen à la tonne tous déchets confondus de la pré-collecte au traitement : **281 €**

Coût moyen par habitant de la pré-collecte au traitement : **134 €.**

Bilan à mi-parcours

- ❑ Des progrès indéniables en termes de service rendu à la population (*bonne couverture du territoire en termes d'équipements*), de réduction des nuisances, plus généralement de prise en compte des objectifs environnementaux fixés au plan européen et national – **installations de traitement aux normes, réhabilitation des anciennes décharges, réduction des dépôts sauvages.**
- ❑ Des insuffisances constatées en termes de performances de valorisation, d'information et de responsabilisation des citoyens en matière de tri ou de **prévention**, pourtant condition nécessaire de l'acceptation des contributions qui leur sont demandées.

Les Enjeux à court terme

Pénurie d'exutoire avérée (1/2)

Problématique : Fermeture des 3 CET en activité :

- Le Poteau (*Basse-Pointe*) - **début 2012**
- Trompeuse (*Fort-de-France*) - **31/12/12**
- Céron (*Sainte-Luce*) - **31/12/12**

Capacités brutes présentes sur le territoire début 2013

	Capacité
<i>UIOM de Fort-de-France</i>	112 000 t/an
<i>Centre de valorisation organique</i>	40 000 t/an
<i>Centre de tri de Ducos</i>	15 000 t/an
Total capacité	167 000 t/an
Production déchets	295 000 à 297 000 t

Manque de capacité dès 2013 : 130 000 tonnes

Pénurie d'exutoire avérée (2/2)

- ❑ La réalisation des équipements prévus ne pourra se faire dans les temps :
 - 3ème ligne de four **UIOM** (*au plus tôt 2014*)
 - **CSDU** de petit Galion (*début 2015*) et ne permettra pas d'éviter un déficit de capacité de traitement de l'ordre de **130 000 à 150 000 t/an dès début 2013.**

- ❑ Une recherche urgente de solution alternative au scénario prévu par le **PDEDMA** était nécessaire.

- ❑ D'où l'organisation d'une table ronde par le Conseil Général le **16 Décembre 2011** associant l'Etat, le **Conseil Régional**, la **CACEM**, la **CAESM**, la **CCNM**, le **SMITOM** et l'**ADEME**.

LES CONCLUSIONS
DE LA TABLE RONDE
DECHETS

*ORGANISEE PAR LE CONSEIL
GENERAL*

*LE 16 DECEMBRE 2011
HOTEL LA BATELIERE*

Scénario porté collectivement par les élus martiniquais (1/4)

2012-2013: Prolongation des autorisations d'exploitation des CET (capacité résiduelle d'enfouissement)

- **CACEM - CET Trompeuse : 100 000 t (5 M€)**
- **CAESM - CET Céron : 70 000 t (7,1 M€)**

2014 : Projet d'aménagement du site de Céron (20M€)

Extension du centre de stockage pour les déchets non valorisés (4 casiers de 55 000 t/an chacun). Durée de vie par casier : 5 ans, soit 20 ans d'exploitation) + Développement du tri mécano *biologique* (TMB) avec réorientation de la FFOM au CVO.

Scénario porté collectivement par les élus martiniquais (2/4)

2015 : Implantation de l'ISDND (*CSDU*) de Petit Galion (*SMITOM*)
Robert (31,684 M€)

Création de 4 alvéoles : capacité 100 000 tonnes/an, durée
d'exploitation 20 ans avec intégration d'un pré-traitement mécano-
biologique (*PTMB*) : entre 5,5 à 8 M€.

Report de la réalisation de la 3ème ligne de four de l'UIOM.

Scénario porté collectivement par les élus martiniquais (4/4)

En parallèle, dès 2012:

- Poursuite des objectifs de tri et de valorisation (*optimisation du CVO, densification du réseau des déchèteries et autres équipements complémentaires, création d'un four biomasse*)
- Réhabilitation des sites fermés:
 - * **CET Poteau (1 M€)**
 - * **CET Trompeuse (13,056 M€)**
- Initiation d'un volet communication (*cible choisie: les jeunes*)

Enveloppe financière prévisionnelle

BUDGET GLOBAL

2012	84 491 920 €
2013	44 658 070 €
2014	53 874 612 €
TOTAL	183 024 062 €